

M. l'Orateur: A l'ordre. La question prête à controverse.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au sujet du coût de la vie et des prix. Hier, le gouvernement a reçu d'autres instances d'un groupement féminin. A-t-il dit pouvoir remédier à la situation et quels remèdes a-t-il proposés?

M. Raymond Langlois (Mégantic): J'ai une question complémentaire à poser au ministre des Finances à propos de la décision de différer les augmentations de prix de l'acier prise par les aciéries. Cette mesure s'applique-t-elle aux compagnies de nickel, en particulier à l'Inco qui a augmenté dernièrement le prix de son nickel?

L'hon. M. Sharp: Le ministre du Commerce et moi-même nous sommes entretenus il y a quelque temps avec les dirigeants des compagnies de nickel. A la suite de nos instances, l'augmentation de prix, annoncée à ce moment-là, a été, je crois, moins élevée.

M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Encore une question complémentaire. Ai-je raison de croire, d'après ce que dit le ministre des Finances, que le seul souci du gouvernement lorsqu'il décide s'il doit demander à certaines entreprises de différer les augmentations de prix, c'est...

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question est irrégulière.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Puis-je demander au premier ministre si le gouvernement étudie toujours la possibilité d'instituer une commission de révision des prix?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette possibilité a été envisagée à plusieurs reprises; nous voulons prendre connaissance des rapports du comité parlementaire qui s'intéresse à cette question avant de prendre une décision finale.

LA PÊCHE

L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES LIGNES DE BASE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Pêcheries. Vu que la République de Corée a manifesté l'intention de se livrer à la pêche hauturière du saumon et d'autres espèces de poisson dans la région visée par la convention internationale concernant les pêcheries du Pacifique nord, ce qui pourrait compromettre ou annihiler le traité, le gouvernement prendra-t-il immédiatement des mesures pour appliquer la loi imposant la

[M. Douglas.]

limite de 12 milles? En particulier, établira-t-il des lignes de base à partir de coordonnées géographiques, en vue de la protection de notre saumon et de nos autres ressources piscicoles?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, même s'il est rumeur que la République de Corée se livrera à la pêche de ce côté-ci du Pacifique, rien n'est encore définitif. Je puis fournir à l'honorable député l'assurance que toutes les précautions voulues seront prises afin que ce pays n'établisse aucun précédent historique lui permettant de pêcher au large de la côte ouest du Canada.

M. Frank Howard (Skeena): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au ministre comment il peut empêcher la République de Corée ou tout autre pays d'établir des droits historiques de pêche en haute mer, puisque ces pays disposent déjà du droit de pêche dans ces parages?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'estime que la question prête à controverse.

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

LES PROBLÈMES RELATIFS À LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE OCCASIONNELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre pour résoudre le problème que pose le régime de pensions du Canada au sujet de la main-d'œuvre employée pour une brève période.

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question revêt un caractère général et ne peut être posée en ce moment.

M. Nasserden: Monsieur l'Orateur, j'estime qu'il s'agit d'un problème très urgent. Un certain nombre de groupements agricoles s'en inquiètent depuis un jour ou deux. Le ministre a sans doute une réponse à cette question qui se pose à une grande partie de notre nation et qui présente une telle urgence.

M. l'Orateur: Si le député pense qu'il y a urgence et s'il estime que j'ai tort, il peut toujours déclarer qu'il entend la discuter à dix heures.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OPPORTUNITÉ D'INSTALLATIONS DE RÉPARATION POUR LES SUBMERSIBLES NUCLEAIRES DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais de-